

ENSEMBLE NOUS POUVONS GAGNER

ÉDITORIAL



epuis quelques mois le cri de « Bôdjoo » retentit dans tout le Pays. « Bôdjoo », c'est l'homme de la mer en langue Nâa Wêé, l'homme qui marche avec l'Océan, celui qui vit avec la mer. « Bôdjoo » c'est celui qui devant la puissance des multinationales et autres artifices

crie sa légitime défense dans cette partie du sud de la Kanaky dont il est le dépositaire depuis des générations. En quelques jours l'appel au rassemblement traverse tout le Pays et tous, du Nord, de l'Est, de l'Ouest et des lles répondent présents pour se tenir debout à ses côtés et porter le flambeau.

En ce début d'année c'est encore le dossier de l'usine du Sud qui marque l'actualité et qui fait l'objet de toutes les attentions. Reniant tous ses engagements à long terme, VALE annonce en décembre 2019 son départ définitif de Kanaky. Depuis, beaucoup d'évènements se sont passés et pour certains complètements inattendus. C'est le cas de la prise de conscience exceptionnelle qui va toucher l'ensemble du peuple kanak sur ce qu'est réellement l'usine du Sud. Soudain, nous prenons davantage conscience de l'emprise de cette multinationale sur notre ressource minière qu'elle détient à hauteur de 95%. Beaucoup sont surpris de la dangerosité du procédé Hydro métallurgique et la guestion environnementale se pose comme un préalable. Nombre se remémorent le combat des gens du sud il y a quelques vingt ans déjà ou encore récemment en 2014 (fuite d'acide). Très vite

(suite page 2)

DANS CE NUMÉRO Éditorial.....1-2

Assez	de pi	llage c	oloni	al2
Temps	frat	ernel		7

INTERNATIONAL

POLITIQUE

Présidence	
du Gouvernement	3
Les enjeux autour	
de l'Usine du Sud	4-5

COURRIER DES LECTEURS Coup de colère......6

ÉLECTIONS				
Pas de place à tricherie	7			

SOCIAL

Les caisses des écoles8

ÉCOLOGIE

La souveraineté alimentaire9

INFORMATION

Ethique médiatique10

JEUNESSE

Bravo la jeunesse10

CONSTRUISONS KANAKY

ÉDITORIAL

(suite de la page 1)

cela prend une dimension politique et tout le monde indépendantiste avec à sa tête le FLNKS se rejoint et forme un bloc dans le collectif USUP. Aujourd'hui nous connaissons l'issue de ce dossier avec une avancée majeure concernant la reprise à 100% des titres miniers au profit du Pays. Voir notre article « les enjeux autour de l'usine du sud ».

Dans cette affaire, il faut dire et réaffirmer que c'est l'unité du monde indépendantiste et la solidité de nos collectifs qui ont permis de reprendre le contrôle sur notre ressource. Cependant le combat et les réformes ne sont pas finis et concerneront tous les opérateurs miniers du Pays. A cet effet un comité de suivi qui intégrera l'ensemble de nos référents USUP sera chargé de la bonne exécution de cet accord et des réflexions à mener sur d'autres chantiers à ouvrir sur l'ensemble du Pays. Il faut admettre que comme dans tout accord c'est également l'évolution de la partie adverse qui a permis de trouver les équilibres nécessaires pour sortir de la crise. En revanche, nous devons dénoncer le comportement insidieux et malveillant de certaines rédaction dont celle de NC1ère qui n'ont pas hésité à nous censurer et ce à plusieurs reprises et c'est pourquoi nous traiterons dans cette édition la question. Voir notre article « l'éthique médiatique ».

Il est vrai que le règlement du dossier usine du sud était d'une telle ampleur qu'il a ces derniers jours quelque peu occulté le sujet de la rentrée des classes 2021 ou encore la question du gouvernement avec des interrogations importantes comme le bouclage du Budget. Ces thèmes seront également traités dans notre édition. Pour conclure, Après la reprise en main de notre ressource (100% Pays) ; La rédaction réitère ses plus vifs encouragements et remerciements à toute la population et rappelle cet adage d'Eloi Machoro qui nous va si bien aujourd'hui et en particulier à toutes les personnes qui y ont crues et qui se sont mobilisées fortement qui y ont crU qui y ont cru dans le Pays de Kanaky « Un peuple n'a que ce pour quoi il se bat ».

A TOUS NOS LECTEURS

En cours de rédaction de notre journal N°24, Kanaky connaît de trop nombreux évènements : la forte dépression LUCAS, puis un TSUNAMI, puis le cyclone NIRAN et maintenant une reprise d'un confinement dû au retour de la COVID 19 sur notre île. S'ajoutent à ces évènements l'évolution rapide des sujets d'actualité concernant « l'usine du sud = usine pays » - et la chute de notre gouvernement.

L'équipe de rédaction choisit de partager avec vous ces quelques articles uniquement en version numérique. Nous vous demandons de nous excuser pour cet envoi tardif ainsi que pour les nombreux courriers des lecteurs qui ne pourront pas tous être publiés dans ce numéro.

Pour finir, nous indiquons que notre association, *L'Élan des Conques*, est Indépendantiste transpartisane, c'est à dire que ses membres développent leurs arguments et idées en faveur de l'indépendance, seule voie pour une émancipation et l'intérêt de ses habitants, mais sans prendre parti pour un groupe indépendantiste ou un autre.

Le comité de rédaction.

INTERNATIONAL



Assez de pillage colonial des ressources de la Nouvelle-Calédonie.

Soutien à « Usine du Sud = usine pays »

INDÉPENDANCE 2022

Les membres de la voix de Kanaky sont touchés par ces messages. Quels beaux soutiens à notre cause par nos amis Catalans. Sans oublier toutes les mobilisations dans les régions de France. Un très grand merci à tous de s'être mobilisés.

L'article « les enjeux de l'usine du Sud » donne une idée de l'aboutissement actuel de ces mobilisations avec l'accord politique. Cependant beaucoup de militants ont été surpris par la méthode utilisée pour la signature du compromis et certains éléments acceptés comme le maintien de Trafigura.

PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT:

Le risque d'une reprise en main par l'État, et l'attente des réformes nécessaires.

A l'heure où nous écrivons cet article, la présidence du gouvernement n'est toujours pas nommée. Cette situation est à la fois inédite et paradoxale. Inédite car il ne s'est jamais produit depuis le début de l'ère « Accord de Nouméa » que deux indépendantistes se disputent la présidence du gouvernement. Paradoxale car, à environ un an de l'ultime consultation sous un Accord qui prévoit une responsabilisation émancipatrice de plus en plus importante des Calédoniens dans la gestion de leurs affaires, l'État français pourrait bien devoir reprendre la main concernant le budget.

e divers horizons, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour manifester impatience et mécontentement.

Le contexte des prémisses...

Il n'est pas inutile de rappeler le contexte d'avant cette crise. Le gouvernement sortant, présidé par Thierry Santa, est issu des élections provinciales de 2019. Comme tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1998 - début de l'Accord de Nouméa-, le gouvernement Santa était majoritairement de la droite coloniale.

Or on peut noter que malgré cela, deux élus, pourtant de bords opposés, ont convergé et rendu possible la chute de ce gouvernement Santa pour faire place à un gouvernement à majorité indépendantiste.

Chose unique de tous temps : le gouvernement Jean Marie Tjibaou il y a 40 ans fut élu, certes, par une coalition le soutenant, mais sans majorité indépendantiste (14 Fl + 7 FNSC, contre 15 RPCR). Car nous avons cette fois une majorité relative de sièges au congrès, (26 indep / 25 non indép / 3 EO) et absolue au gouvernement (6/11) !

Pourquoi élire rapidement un président ?

Les conséquences d'un gouvernement sans présidence (ni vice-présidence) sont doubles.

Primo, de nombreux dossiers urgents ne relevant pas de la gestion dite « des affaires courantes » ne peuvent pas être traités. Le congrès peut toujours intervenir mais cela reste lourd et limité. C'est le cas de la prolongation du dispositif chômage partiel Covid 19 pour trois mois. Le dossier, bien que ne relevant pas d'une gestion courante, est très important parce qu'il concerne plus de 3 000 salariés. Il est aussi urgent puisqu'il arrivait à terme fin février. L'affaire a nécessité le dépôt au Congrès d'une proposition de texte pour enclencher la procédure obligatoire, et une réunion conjointe des deux commissions Travail/Emploi et Santé/ Protection Sociale,



des avis consultatifs du CESE (Conseil Economique, Social et Environnemental) et du CDS (Conseil de Dialogue Social) ... Et, enfin, une séance publique extraordinaire le mercredi 9 mars pour voter le texte.

Secundo, le budget prévisionnel 2021 du pays doit être voté avant le 31 mars. Sinon le haussaire (donc la France) prend le contrôle du budget de la NC et décide de son exécution.

Il faut donc, avant le 31 mars, discuter et voter le DOB (Débat d'Orientation Budgétaire). Puis, faire examiner le projet de budget par la Commission Finances/Budget. Et, enfin, adopter ce budget en séance publique! Le moins que l'on puisse constater est que le timing est fortement tendu.

Bagarre d'égo, lutte idéologique, ou les deux ?

Alors quel est le problème ? Pourquoi n'y a-til pas d'entente entre Louis Mapou ou Samuel Hnépéune, respectivement candidats UNI et UC pour la présidence ?

Est-ce une lutte idéologique et stratégique au

sein du FLNKS ou tout simplement une affaire d'égo qui se déroule sous nos yeux ébahis ? En tous cas, ce n'est pas la première fois que les deux grands partis du FLNKS se disputent le pouvoir dans les institutions...

La grande majorité des Calédoniens espèrent un règlement le plus rapidement possible de la présidence du gouvernement, à l'instar du conflit autour de l'usine du sud, conflit nettement plus compliqué! D'après la décision du Haussaire il nous faudra attendre la fin du confinement!

Bien sûr, le gouvernement reprendra la main dès que finalisé ; mais en attendant, les réformes indispensables pour l'amélioration de la vie des Calédoniens attendent chaque jour davantage.

La voix de Kanaky

Bimestriel • Responsable de publication : Christian TEIN • BP 14948 - 98803 NOUMEA CEDEX • Nouvelle-Calédonie Email : lavoixdekanaky@gmail.com Imprimé en 3000 exemplaires par Graphoprint • ISSN N°260663239

POLITIQUE

LES ENJEUX AUTOUR DE L'USINE DU SUD

Dans un contexte politique tout à fait particulier à l'approche de la troisième consultation référendaire, il faut s'en rendre compte, les enjeux autour de l'usine du Sud sont multiples et se caractérisent par un passé, à l'origine très douloureux pour les populations du Sud.

La planète NICKEL

Dans le monde, l'intérêt de la communauté des investisseurs pour les métaux s'accroît de nouveau. Le cuivre qui sert habituellement de baromètre pour la croissance mondiale, n'est pas actuellement au premier plan mais c'est bien le Nickel qui fait les gros titres dans les revues spécialisées de la finance mondiale. C'est ainsi que la principale ressource exploitée du Pays est scrutée à la loupe par la communauté des négociants sur les marchés de deux principaux produits — D'un côté les aciers inoxydables et de l'autre les batteries des véhicules électriques.

Rappelons-nous, l'arrêt des exportations annoncé par l'Indonésie il y a sept ans, était devenu un catalyseur pour la hausse du prix du Nickel. En effet, soumis à une forte volatilité, le prix du Nickel a connu d'importantes fluctuations passant il y a quelques années de 5 000 000 CFP la tonne à 1 900 000 CFP aujourd'hui. En quelques semaines le prix du Nickel

s'est encore apprécié et beaucoup prédisent que cette tendance à la hausse n'est pas près de s'arrêter. Un des facteurs fondamentaux en est la demande en pleine croissance liée notamment au marché des batteries à l'annonce spectaculaire du PDG (Elon Musk) de TESLA (Constructeur automobile américain) qui réclame à l'adresse de la Nouvelle Calédonie, plus de Nickel pour les batteries de ses véhicules électriques. La Norvège, la France, l'Allemagne, le Royaume Uni, les Pays Bas sont les marchés les plus porteurs en Europe. Quant à la Chine, au Japon ou encore la Corée du sud, leur reconversion dans la transition verte et leurs investissements conséquents à l'image des pays les plus industrialisés sur les 3 continents (Amérique du Nord, Europe et Asie) ne laissent pas présager avant longtemps d'un retournement de situation.

Dans la région, l'accélération d'activités extractives offre depuis quelques années aux États sud-asiatiques, mais également dans le Pacifique sud, riches en ressources minières, des perspectives de croissance ainsi que l'espoir d'un nouveau développement. Beaucoup y voient de nombreuses opportunités straté-

giques pour caresser l'espoir de renforcer la souveraineté des gouvernements sur le territoire national face aux convoitises des multinationales.

Toutefois dans plusieurs pays de la région, une crispation se manifeste face à cette industrialisation. Les relations des communautés locales avec leurs gouvernements sont tendues et marquées par des tentatives de réappropriation des zones minières. Cette industrie intensifie les revendications des communautés locales qu'elle impacte.



 L'usine du Sud, comment cette histoire a bien pu commencer et quelles phases ce projet a-t-il traversées ?

Tout d'abord, il s'agit d'un véritable Hold Up avec à l'origine (1992) le Bradage par l'Etat au profit de la société INCO des titres miniers du Grand Sud. En effet bien avant l'accord de Nouméa instituant les transferts de compétences, c'est la société Canadienne INCO qui s'est vu devenir l'heureux propriétaire, avec le concours de l'Etat, du diamant du sud (Gisement de classe mondiale considéré comme le plus vaste et le plus riche massif minier en latérites du monde).

Ce sont ici des **crispations politiques** avec des indépendantistes dans le nord, qui font valoir la nécessité du rééquilibrage en portant un projet d'une usine où la collectivité est majoritaire, (51% pour le Pays et 49% pour l'Industriel) face à un projet dans le sud diamétralement opposé où l'industriel détient 95% des parts!

Les fondamentaux qui dictent les décisions

des collectivités provinciales indépendantistes, sont la maîtrise de la ressource (pour le Pays), le contrôle de l'outil de production et la préservation du patrimoine naturel et culturel. Dans une optique de partage et de répartition de l'activité générée, le projet du nord prévoit de laisser la gestion du **transport minéralier** à la SODIL (institution financière de la province des îles).

Pour beaucoup, ce projet d'usine du sud monté en catimini est uniquement une stratégie pour faire obstacle au projet du nord qui commence à susciter un vif intérêt dans la

population calédonienne. L'État va d'ailleurs refuser une défiscalisation pour les deux projets en même temps et le projet du nord va prendre énormément de retard

 Contestations des communautés locales

le projet d'usine du sud et ce depuis le début a toujours rencontré les contestations des populations locales. Essen-

tiellement pêcheurs et agriculteurs, ils se sont manifestés dès le projet d'usine pilote, refusant d'être traités en cobayes. Malgré les mobilisations, malgré les fuites d'acides, le décrochage de l'émissaire marin (Tuyau) récupéré par le Bético, les poissons morts retrouvés sur les plages, la pollution apparente de Prony et autres dégâts avérés, ils ont dû se résigner. Beaucoup considèrent jusqu'à aujourd'hui que ce passage en force a laissé un sentiment amer au sein des populations.

◆ Les bienfaits de VALE

Est venu le temps des formations, puis celui des premières embauches, puis le pacte du Grand Sud est arrivé, la sous-traitance s'est structurée, et tout le monde s'est plus ou moins intégré. VALE c'est 1250 emplois directs dont près de 600 locaux. Certains diraient « C'est Tout » d'autres diront « c'est beaucoup ». Pour la plupart, à L'ile Ouen ou l'Ile des Pins, voire Yaté, ils sont restés pêcheurs ou agriculteurs. La sous-traitance a pris également sa part d'embauche comme d'activité. En quelques années c'est une véritable culture d'entreprise qui s'est façonnée

POLITIQUE

et beaucoup sont fiers à présent des compétences acquises et du travail accompli au quotidien.

La collectivité a pris des dispositions fiscales et réglementaires pour que VALE reste engagé en Nouvelle-Calédonie pour au moins 35 ans voire jusqu'en 2060.

Annonce du départ définitif de VALE

En janvier 2019 à Brumadihno au Brésil, la rupture du barrage de résidus de 10 millions de m³ va venir tout chambouler. VALE est contraint de fermer pas moins de 10 barrages suite à cette catastrophe. En décembre 2019, le couperet tombe, VALE est condamné a verser plusieurs milliards de dollars pour les dégâts occasionnés. Cela coïncide à un mois près, avec l'annonce du départ définitif de VALE NC. Les consultations se succèdent notamment avec les coutumiers qui se voient proposer l'ouverture d'une mine dont ils auraient l'exclusivité de gestion à condition qu'ils adhèrent au projet de reprise avec NCR/ New Century Ressource.

En août 2020 le projet porté par NCR avorte pour insuffisance financière. De nombreux questionnements voient le jour. Pourquoi la société VALE part du jour au lendemain alors qu'elle était engagée sur du Long Terme (35 ans) ??? Réponse de VALE : c'est un changement de stratégie de la maison mère. Que vont devenir les employés, les sous-traitants, le Pacte de développement du grand sud des coutumiers ? Réponse : Il faut renégocier car cela dépend également du repreneur. Pour les salariés, il va falloir licencier car ce n'est plus le même modèle économique. Quelles garanties sur KO2 le barrage de plus de 30 millions de m³ de déchets toxiques, sur l'usine d'acide, sur l'émissaire marin...Le 28 août 2020 décision est prise à la tribu de la Conception de formaliser le COLLECTIF USUP.

Les projets Trafigura/Beurrier et le projet Sofinor Korea Zinc

Deux projets, l'un porté par la province sud et le PDG de Vale NC, et un autre projet porté par les indépendantistes vont s'opposer plusieurs semaines. Aux interrogations sur l'intégrité des ouvrages et la capacité d'un négociant retenu, pour rentabiliser une usine où le géant canadien Vale a échoué, la province sud et l'état vont opposer la menace sur l'activité économique et les emplois. La mobilisation des collectifs sur l'ensemble du pays va empêcher le passage en force du projet avec le négociant Trafigura et sa très mauvaise réputation mais surtout un projet à ce moment-là qui maintient la ressource dans les mains de multinationales étrangères toujours à 95%. Après plusieurs tables rondes, des visio-conférences, et surtout cette mobilisation sur le terrain qui a persisté, la province sud va se résigner à venir à la table des discussions et s'accordera avec le collectif USUP pour demander une trêve et chercher une solution et une porte de sortie acceptable pour les différents partis.

Contexte des discussions négociations

Quelque peu voilé et biaisé par les guestions de l'emploi, de l'activité économique, et autre pacte de développement du Grand Sud : le combat du collectif est d'abord très mal perçu par la majorité de la population. Mais très vite, lorsque les questions environnementales et les enjeux de la ressource font débat, c'est un peu le revers de la médaille qui refait surface et qui interpelle l'opinion publique. Rapidement, cela devient un dossier politique majeur qui soulève des sujets et des remises en cause logiques et nécessaires pour un Pays en voie d'accession à sa pleine souveraineté. D'ailleurs plusieurs d'entre nous en prennent conscience et tout le monde indépendantiste avec à sa tête le FLNKS se rejoint pour faire bloc dans le collectif USUP.

On s'interroge alors sur la solvabilité et la capacité du repreneur car ce qui inquiète plus que tout c'est l'intégrité du barrage KO2 (stockage des résidus solides)., et notamment sa solidité ; on se remet à parler de l'émissaire marin (tuyau d'écoulement des résidus liquides), de l'usine d'acide et globalement des risques encourus par l'ensemble de la population avec cet édifice. C'est sans conteste, la mobilisation du Collectif USUP qui permet ce basculement.

♦ L'accord politique

C'est d'abord un accord sur sept expertises indépendantes diligentées immédiatement et encadrées par un arrêté de la province Sud. C'est de façon concomitante la consolidation du barrage avec l'édification immédiate d'une butée en aval de KO2. L'urgence c'est la construction dans les meilleurs délais de l'usine Lucy (Travaux sur 3 ans) capable de traiter les résidus contenus dans le barrage

KO2. Durant les travaux de Lucy pour assurer une veille permanente, un comité environnemental intégrant des représentants de l'Île Ouen, Île des Pins et Goro, recevra en primeur les résultats des expertises. À tout moment, ce dernier par son représentant au comité des risques industriels, pourra actionner la DIMENC pour provoquer l'arrêt de l'usine tel que prévu dans l'accord et conformément aux textes en viqueur.

C'est aussi, un projet de reprise qui a complètement évolué pour aller dans notre sens, avec en particulier la totalité des titres miniers qui reviennent au pays. Faut-il le souligner, c'est une véritable victoire, d'autant plus que pour la première fois, la maîtrise de notre ressource va nous permettre d'avoir des retombées immédiates grâce à la mise en amodiation de nos titres. En effet, la détention à 100% de nos titres miniers nous confère la possibilité de lever des revenus locatifs et ce malgré le pacte de stabilité fiscale.

Enfin ; le comité de suivi est un organe essentiel qui doit s'assurer dans le temps que tout ce qui est convenu se déroule normalement tel que prévu. Cet espace d'échanges nous place au premier rang là il y a encore quelques mois, beaucoup nous crachaient dessus et ne daignaient même pas simplement nous recevoir.

Oui, l'histoire nous donne raison car notre mobilisation avec nos collectifs déployés sur l'ensemble du Pays, a permis de faire évoluer ce dossier et le projet de reprise en notre faveur et ce sur plusieurs points fondamentaux. La question centrale reste l'environnement et la première préoccupation était de garantir la venue des experts indépendants et la construction dans les meilleurs délais de l'usine Lucy. En effet cette usine est le seul procédé connu et accepté pour traiter au plus vite les résidus contenus dans le barrage. Ensuite. la question de la ressource désormais réglée avec un transfert des 100% des titres miniers au profit du Pays était un défi majeur que nous avons su relever. Face aux multinationales, oui ce combat n'était pas facile et il n'est pas fini. Qu'on se le dise, l'heure des réformes est arrivée et plus jamais nous ne permettrons le pillage de nos ressources, synonyme de privation pour nos enfants.

Qu'on se le dise ; dans ce Pays plus rien ne se fera sans nous.



Coup de colère.

ous sommes le 4 mars 2021, l'Accord politique relatif au règlement du conflit posé par le transfert à un nouvel industriel de l'usine hydro-métallurgique de Vale NC fait sourire dans la salle du Congrès. Il est signé. Je suis devant le Congrès et j'écoute le « frère » de Houailou ERSKTV. Tout le monde connaît ici...

Depuis l'appel de M. Mapou, à la Conception, notre association a été présente. Par le biais d'un courrier de soutien à l'ICAN précisant que nous restions en veille. Après, de nombreux mails et autres demandes à la Province Sud. un tract. de nombreuses réunions sur le sujet, des échanges avec l'USUP (tableau clair et précis réalisé avec le collectif pour apporter les points de vigilance en vue de la Table ronde environnement en janvier), nous y sommes, un protocole d'accords est trouvé. Nous, les écologistes sommes restés en marge du fait du portage politique réclamé par l'ICAN.

Ben oui, Mme Backès, revenons en arrière. Si vous aviez accepté de discuter dès le début (août 2020) en reconnaissant que les « autochtones » avaient droit à la parole les « ronds-points et autres zones de passage stratégiques » n'auraient pas pris feu. Je ne dis pas que les négociations auraient été plus faciles. Juste que certains dérapages auraient peutêtre pu être évités si vous, élus.es des 2 blocs, étiez vraiment dans la recherche d'un « ensemble pour demain ».

Je ne vais pas reprendre ici les points du protocole 1 à 1, ce qui me chagrine c'est qu'avec tout ce vacarme autour des risques de perte d'emplois et les « nous sommes soucieux de préserver nos ressources et notre environnement »,

les garanties ne soient pas plus élevées. Le départ du « pollueur-payeur » qu'est Vale NC ne remplira sûrement pas nos caisses...Et rien de contraignant après 15 ans d'exploitation et de pollution...On ne va pas parler de destruction.

Sauf que là, on ne joue pas. Oui il y a la question de l'autonomie, l'indépendance et son financement ou tout simplement les caisses du Pays à alimenter et une population à nourrir, soigner, amuser, éduquer. **Une population dans** son « entièreté », avec ses histoires, sa diversité et des enfants. Nos trésors à nous que rien n'achète!!! Pas même le milliardaire M. Musk!

Mais il y a aussi et **surtout la sécurité** des « populations » !!! Peut-être est-ce une petite piqûre de rappel sur les essentiels de la Vie que ce Covid qui revient et fait paniquer (une série bien noire : tsunami,cyclone, Covid).

Il y a encore quelques semaines, qu'est-ce qui faisait paniquer les Calédoniens? Eh bien c'était cette usine du sud, le barrage KO2, la pollution des nappes phréatiques, celle de l'air. la sécurité des travailleurs... exposés à de l'acide. Bon, il n'y a pas eu cette solidarité Pays que vivent nos enfants lorsqu'ils passent nos frontières, ils sont d'ici, tous ensemble, tous Kalédoniens. Peu de monde est venu s'asseoir sur la natte pour demander des comptes et vérifier que certains engagements soient tenus. Les fils du dialogue ont été coupés.

Entre 2 eaux, Monsieur Prévost, le Haut-Commissaire dont certains voulaient le renvoi organise une table ronde le 12 janvier 2021, pour permettre une reprise des échanges et la recherche de solutions afin de sortir du statu quo sur la vente du complexe du Sud.

Merci quand même à lui. Lors de nos échanges ce jour-là, il a été question de « transparence ». Nous aurions dû parler d'opacité, la suite nous aurait donné raison.

M Prévost a mis tout le monde au-

tour de la table, les décideurs politiques, les parties prenantes : industriel, DIMENC pour le contrôle, les associations, ONG et le collectif USUP. Il nous a été dit ce jour-là que la transparence serait appliquée sur ce dossier. Transmission de 2 documents effectivement au début (VALENC DIMENC)... cela n'a pas duré.

Chassez le naturel, il revient au galop!

Chez moi aussi le naturel peut revenir au galop. Pour certaines raisons comme l'injustice. la trahison.... Et là. i'ai dû gêner certaines personnes, en offusquer d'autres, perturber le protocole établi. Je ne m'en excuserai pas. Car de notre côté. nombreux sont celles et ceux qui ont ressenti la même chose que moi à l'écoute de la retransmission en direct d'une signature qui va impacter nos vies pour plusieurs décennies et celles de nos enfants aussi!

C'est vrai que là encore, comme par magie, le discours alarmiste lorsqu'il fallait appeler à poser des barrages s'est transformé en discours rassurant : oui, nous on sait faire. Ce sera une Usine Pays et donc, si pollution il y a, on avisera après (dixit M Mapou). Nous les gens du Pays. Le Sud représente donc le Pays ?

Mais on croit rêver! Et bien, les



gêneurs que nous sommes ont été sorti de la boucle, je me suis permis de dire que la bienséance aurait voulu que nous soyons informés de ce protocole en cours et de cette date fixée sur votre agenda. De la transparence et du temps, nous en avions. Il était question d'une dead line fin mars non ? Alors OUI, j'ai levé la voix! Comme les enfants quand ils sont en colère!

Et notre association **Corail Vivant Terre des Hommes** restera :

- en veille écologique, celle dont il a été question à la Conception est toujours d'actualité
- le garant aux côtés des autres associations locales du bien-être de nos écosystèmes récifaux et de ceux qui sont à terre : nous n'hésiterons pas à porter plainte pour écocide si l'un des scénarios alarmistes venait à voir le jour
- un défenseur de l'ŒIL pour ce qui est du suivi des impacts écologiques de cette exploitation si elle devait se prolonger

Nous continuerons à rêver un Sud calédonien serein et RISK FREE...

Une militante pour l'écologie et l'autonomie du Pays.

(Je ne parle pas d'indépendance mais de gestion durable et équitable de nos interdépendances.)



ÉLECTIONS

Pas de place à la tricherie pour la liste électorale du 3^{ième} référendum

Le Pays rentre dans la période des Commissions Administratives Spéciales (CAS). Ces 263 CAS, une par bureau de vote pour toutes les communes, assurent, du 1^{er} mars au 26 mai 2021 la révision des listes électorales spéciales : LESP (provinciales) et LESC (Consultation dite référendaire). Une CAS est composée de 5 membres : un magistrat venu de France, un représentant de la mairie où se tient la CAS, un représentant de l'État, un électeur non indépendantiste et un électeur indépendantiste désigné par chaque groupe politique au Congrès. Depuis 2 ans, un représentant de l'ONU participe aux travaux de chaque CAS sans droit de vote.



Rôle du délégué dans une CAS:

Le travail d'une CAS consiste à réviser les 2 listes spéciales pour **inscrire** ou **refuser** tous les nouveaux électeurs placés sur la LEG qui ont déposé une demande avant le 31 décembre2020 dans leur mairie ou qui sont inscrits d'office comme les jeunes majeurs, recensés militaire à 16 ans.

Le rôle du délégué électeur indépendantiste demande beaucoup de vigilance pour que les critères propres à chaque listes spéciales soient respectés.

Durant toutes ces années de 1999 date des 1^{ères} CAS jusqu'à ce jour, ces critères n'ont malheureusement pas toujours été respectés. La décision se prenant par un vote des 5 membres, celle-ci est souvent en faveur

de l'inscription même si l'électeur indépendantiste s'y oppose. Celui-ci est bien souvent minoritaire dans les communes du Sud non indépendantiste. L'ONU lui même recommande qu'un audit se fasse pour rendre les listes fiables, sincères et inclusives pour les populations légalement concernées. Quand cet audit aura t il lieu ?

A quelle date le 3^{ième} référendum ?

Tout ce travail dans les CAS se fait alors qu'on ne connaît pas la date du 3^{ième} référendum qui sera demandé à partir d'avril par les indépendantistes.

Si ce référendum a lieu en 2021 comme proposé par l'UNI, il sera nécessaire de procéder à une période complémentaire d'inscription sur la LESC pour prendre en compte tous les électeurs inscrits de la LEG ayant 6 mois de présence en NC, (Ils sont trouvés sur les fichiers sociaux puis ensuite placés sur la LESC s'ils remplissent les conditions, comme par exemple les populations kanak de statut civil coutumier).

Cette inscription d'office sur la LEG doit se faire l'année du scrutin, décision prise par le comité des signataires de 2017.

L'objectif des CAS de 2021 et de 2022 (pour le référendum programmé à cette date), est bien de permettre l'inscription uniquement des personnes concernées par le référendum remplissant les critères prévus à l'article 218 de la loi organique de l'Accord de Nouméa.

Avec l'arrivée du confinement, le calendrier de travail des CAS sera malgré tout maintenu. Les CAS se feront comme d'habitude en mairie.

La Voix de Kanaky invite donc tous les délégués indépendantistes des 263 bureaux de vote à remplir pleinement leur mission et encourage les populations encore absentes de la LESC quelque soit la date du référendum à aller déposer une demande dans leur mairie, demande possible durant toute cette année.



INTERNATIONAL

TEMPS FRATERNEL

...Je ne veux être que de votre race Ouvriers paysans de tous les pays, Ce qui nous sépare : Les climats, l'étendue, l'espace, Les mers...

...Est-ce tout cela, climat, étendue, espace Qui crée le clan, la tribu, la nation La peau, la race et les dieux, Notre dissemblance inexorable ? Et la mine Et l'usine

Les moissons arrachées à notre faim Notre commune indignitée

Notre servage sous tous les cieux invariables ? ...Ouvrier blanc de Détroit, péon noir d'Alabama

Peuple innombrable des galères capitalistes Le destin nous dresse épaule contre épaule Et reniant l'antique maléfice des tabous de sang

Nous foulons les décombres de nos solitudes. ...Comme la contradiction des traits Se résout en l'harmonie du visage, Nous proclamons l'unité de la souffrance

Et de la révolte

De tous les peuples sur toute la surface de la terre,

Et nous brassons le mortier des temps fraternels

Dans la poussière des idoles.

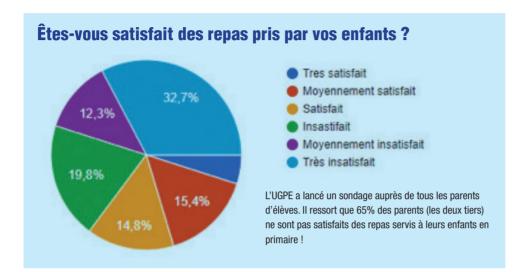
Jacques ROUMAIN Poète haitien de la Négritude.



SOCIAL

Les CAISSES DES ECOLES et Newrest S'ENGRAISSENT... sur notre dos !

Quelle belle rentrée! A l'unisson nos dirigeants se déclarent satisfaits de cette rentrée 2021. La Ministre, le Vice recteur, les mairies etc. tous ont bien fait leur travail et sont contents de nous annoncer les « gadgets » de l'année : cartable numérique par ici, nouvel uniforme par là, nouveau règlement intérieur, nouveaux programmes et pendant ce temps, nous les parents on galère toujours autant.



Une hausse de 25 % des frais de cantine à Nouméa!

Prenons la base : le bien être des enfants et la satisfaction de leurs besoins primaires avec le repas de midi. La mairie de Nouméa n'a pas honte de nous annoncer une hausse de 25 % des frais de cantine pour un enfant du primaire ! Qu'il soit en maternelle ou en CE2 ou en CM2 , le repas revient à 900 Francs par jour ! Ils sont incapables de proposer des tarifs adaptés et dégressifs !

Et c'est comme ça dans les quatre communes de l'agglo : Nouméa, Mont Dore, Dumbéa et Paita, seule commune qui réussit quand même à proposer des tarifs moins élevés aussi bien pour la cantine que pour la garderie comme quoi ! C'est possible quand on veut !

Même nos petites communes de brousse et des lles arrivent à proposer des repas meilleurs à un cout deux à trois fois moins cher ! Moindou ou La Foa qui font préparer leurs repas à l'internat provincial du Village de La Foa demandent 15 000 francs par trimestre, alors que c'est la somme que l'on doit débourser pour un enfant non boursier à Nouméa, Dumbéa ou Mont Dore uniquement pour le mois de mars ! Cherchez l'erreur !

La stratégie : Diviser les parents pour régner !

Evidemment, les élus en question, malgré les courriers, les pétitions, les conférences de presse ne vous répondent pas et ne souhaitent pas vous rencontrer. Ils sont sûrs d'eux, campés dans leurs habitudes et leurs réseaux car malheureusement, certains parents d'élèves cautionnent leur politique et leurs décisions injustes. Toujours pareil : Diviser pour régner !

Dans certaines écoles on va jusqu'à peser ce que les enfants ne consomment pas, tout ce qui est jeté à la poubelle, tout ce qui n'a pas plu à nos enfants. En moyenne il y a entre 150 et 200 grammes de nourriture jetée par enfant et par jour! C'est absolument énorme surtout pour les enfants de maternelle et de primaire. Quand on demande aux enfants pourquoi ils n'ont pas mangé tel ou tel plat: Ils répondent invariablement que ce n'est pas



bon! et bien souvent, malheureusement pour se caler le ventre, Ils mangent du pain!

Des menus bien écrits, mais nos enfants ne se nourrissent pas de jolis mots!

Alors, oui, les menus de Newrest, sont beaux, ils sont bien écrits, mais dans la réalité ils ne sont pas toujours respectés et bien souvent ils ne plaisent pas à nos enfants, parce que ce n'est pas comme cela que l'on mange à la maison! Résultat quand vous récupérez votre enfant après les cours de l'après midi, il est tout simplement... affamé!

Il est temps de revenir à un fonctionnement plus simple plus humain et moins couteux ! Les bonnes vieilles cantines d'avant... Certains nous disent qu'elles n'ont jamais existé, pourtant nous avons tous des souvenirs agréables des repas à l'école ou au collège, alors pourquoi ne pas se mettre tous autour d'une table et revoir le fonctionnement de ces Caisses des Ecoles !

COUPS DE GUEULE

Extraits des messages des Parents :

Quantité, qualité et service/présentation lamentable.

L'augmentation est une aberration, on augmente le prix d'un service sans augmenter la qualité.

Ce moment est censé être un moment de partage et de convivialité loin de la réalité ou parfois les enfants n'ont même pas le droit de parler à table.

Notre enfant se plaint de la faible quantité de nourriture et de la viande toujours très grasse, peu de produits frais et locaux et beaucoup.de boites de conserve. Merci à vous.

Maman très en colère

LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Souveraineté Alimentaire mais qu'est-ce que c'est ?

La souveraineté alimentaire, c'est le droit des peuples à une alimentation saine, culturellement appropriée. C'est aussi le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires avec des méthodes durables.

La Santé commence dans l'assiette

De nos jours, la nourriture est de plus en plus une source d'anxiété pour l'homme, voire de peur (OGM, pesticides, obésité, divers problèmes de santé), perte du patrimoine culinaire et alimentaire etc.). La nourriture est également considérée pour un certain nombre, comme une source thérapeutique ou encore un gage de bonne santé dans une approche préventive. C'est dire l'importance aujourd'hui pour la collectivité de prendre en compte ce phénomène sociétal et de structurer au mieux sa politique alimentaire face





aux enjeux, afin d'y répondre efficacement.

KANAKY un Environnement béni

Comment peut-on être aussi éloigné de l'autonomie alimentaire dans un Pays aussi parfait, où le climat est clément, où l'eau est abondante et la terre fertile ?

« Dis-moi ce que tu manges, je te dirais qui tu es »

« Dis-moi ce que tu manges ? » La réponse est dans nos assiettes : 60 % à 80 % de ce que nous absorbons au quotidien est importé. C'est une marche forcée qui condamne nos enfants si nous ne réagissons pas ! Ce diagnostic peut s'étayer du rapport de l'autorité de la concurrence qui vient conforter les dires de nos vieux, qui réclament sur des explications empiriques, de passer à un autre système.

■ Une Politique de l'Alimentation ?

Le COVID-19, a mis à mal notre Politique de l'Alimentation en révélant notre incapacité à assurer aux Calédoniens l'accès à une alimentation sûre, diversifiée et en quantité suffisante. Cependant, il faut SECURISER ce Plan d'Alimentation pour faire face aux enjeux sanitaires dans ce monde interconnecté et interdépendant. Cette politique nécessite donc une transversalité entre différents secteurs, en particulier ceux de l'agriculture, de la pêche, de l'économie, de la santé, de l'enseignement.

Du Champ à l'assiette, il n'y a qu'un pas!

Il est évident que pour atténuer les effets indésirables de cette dépendance alimentaire aux importations, il faut soutenir les dynamiques de production et de consommation locales encourager le développement de circuits courts. Ceci doit se traduire dans nos politiques publiques. De la même façon, le développement de l'élevage et de l'agriculture locale contribuera à améliorer l'accessibilité des populations à une de qualité en termes de fraicheur en réduisant les délais de livraison des produits.





Homme et Nature au cœur de la réflexion

Pour réaliser cet objectif ambitieux qu'est la Souveraineté Alimentaire et pour cheminer vers un avenir plus serein, il nous faut imaginer une Politique d'Alimentation qui recentre la Nature comme l'Homme en point focal du dispositif. Pour conclure, dans cette démarche novatrice, nous avons toutes les clefs de la réussite en redonnant, comme disait le vieux Roch PIDJOT, toute sa place à l'igname.

BULLETIN D'ABONNEM	MENT / REABONNEMENT à LA VOIX de KANAKY Date :				
Notre journal ne vit que par les abonnements et vente à la criée en Nouvelle Calédonie – merci pour votre contribution					
Envoyer ce bulletin avec le règlement à ELA	N DES CONQUES BP 14 948 - 98803 NOUMEA CEDEX NOUVELLE-CALEDONIE.				
Nouvelle Calédonie (cocher) :					
☐ 6 numéros (1an) : 1 000 FCFP	P □ 6 numéros (1an) abonnement de soutien : à partir de 3 000 FCFP				
France, Dom-Tom, Etranger (cocher):					
□ 6 numéros (1an) : 10 €	□ 6 numéros (1an) abonnement de soutien : à partir de 30 €				
Banque : SGCB Compte : 18319 06711 43116927013 46 IBAN FR76 1831 9067 1143 1169 2701 346					
<u>Je fais mon paiement par</u> : □ Espèce □ Virement bancaire sur le compte SGCB ci-dessus. □ Chèque à « Elan des Conques »					
Adresse d'envoi des journaux :	□ par e-mail □ en format papier □ou les 2 modalités d'envoi				
NOM/STRUCTURE:	PRÉNOM :				
Adresse:					
Code postal : Lo	calité : Pays :				
Contact: Tél: Email (envoi possible .pdf):					

INFORMATION

L'ETHIQUE MEDIATIQUE EN KANAKY

Un système d'information à la solde du pouvoir

Les grands médias de forte audience ou à gros tirage ont la supériorité écrasante d'appartenir à de grands groupes capitalistes qui eux vivent en symbiose avec le pouvoir économique et politique. Partout, l'appareil médiatique est sous contrôle des gros sous. Ainsi on veut nous conduire vers un monde liberticide de la pensée unique. Apparues fin 20ème, les radios libres dont nous nous apprêtons à fêter les 40 ans, ou bien l'internet avec son web. ses réseaux sociaux (FB 2004) tenteraient éventuellement de contrecarrer cette mainmise. Mais le paysage médiatique reste encore très largement dominé par la télévision et dans une moindre mesure par le numérique, qui ne permettent pas vraiment de se faire une opinion en produisant une sorte de bruit de fond peu propice à la structuration et au développement de la pensée. En effet leurs polémiques, manipulations de toutes sortes, débats tronqués, faits divers, surinformation, images choc font toujours triompher l'émotion, la peur ou la bêtise. C'est ce système qui fait recette au détriment d'un journalisme respectueux de l'éthique du métier.

Soyons vigilants restons informés

Cet état de fait se produit aussi en Kanaky: Octobre 2018, juste avant le premier référendum le très partisan pouvoir des médias de droite, en publiant

des sondages erronés, a matraqué le 70/30 contre l'indépendance. Plus récemment des experts autoproclamés se sont épanchés dans la presse nationale sur notre incapacité à gérer le dossier nickel agitant même le poncif de l'invasion chinoise (affaire de cession de Goro). Le pouvoir colonial en place est féru de désinformation aux fins d'abêtir la masse des gens. Ainsi, à mesure que nous approchons de l'Indépendance cela se renforce, signe que la domination tous pouvoirs confondus, par médias interposés, n'est pas prête de lâcher du lest pour notre libération. Alors soyons vigilants.

Vos serviteurs

lci, nos outils de communication qui ne sont pas sous l'emprise du pouvoir sont peu nombreux. Votre journal la voix de Kanaky est fier d'appartenir à cette catégorie à l'instar de Djiido qui milite toujours de l'intérieur de la lutte mais a su évoluer dans le respect de l'ADN et une volonté de proximité

Nous retranscrivons un édifiant extrait entendu sur ses ondes à l'occasion de la préparation de la fête de la radio du 31 mai prochain. Viviane Arhou membre du conseil d'administration retrace l'histoire de notre radio locale privée: « Créée en 1985 au lendemain des évènements (...) pour porter la voix des Kanak et des indépendantistes d'une manière générale (...)elle s'inscrit bien dans cet état d'esprit de la gauche française de l'époque, c'està-dire de permettre (...) à l'opinion des minorités, de pouvoir s'exprimer aussi face aux monopoles qui sont détenus par les médias on va dire de la République (...). Elle était sur la ligne revendicative de la voix qui était portée par le peuple kanak

à l'époque et jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire la voix des indé-

pendantistes (...). Dans les années 88 jusqu'à 2000 où justement le mouvement politique dans le pays a commencé à discuter avec l'Etat français pour arriver à la signature des premiers accords, (...) la radio à ce

moment-là (...) encore dans le

discours revendicatif, (...) n'avait pas forcément de ligne éditoriale. Arrivés en 2005 ça faisait ses 20 ans, c'est justement cette année là où on a senti la nécessité de donner un cadre à notre activité puisqu'en même temps on sentait que le discours politique du front rentrait justement dans la gestion des institutions et puis la préparation de la discussion avec l'Etat français. (...) On a sorti une ligne éditoriale (...) qui va ouvrir l'antenne à la notion de citoyenneté, donc parler de la revendication kanak, parler de la solidarité que nous pouvons avoir avec les autres peuples des autres luttes de libération mais aussi ouvrir aux citoyens qui vivent dans ce pays, puisque l'esprit qu'il y a aussi derrière les différents accords politiques c'est de redéfinir une espèce de nouveau contrat social entre les différentes communautés vivant dans ce pays. Il fallait justement qu'on aligne (...) le travail que l'on a à faire dans l'opinion publique »

JEUNESSE

BRAVO LA JEUNESSE!

n grand bravo, un grand merci à cette jeunesse qui joue sa vie à balles réelles avec des cailloux et un briquet. On détruit les montagnes, salit le terre de leurs ancêtres, on empoisonne les rivières et le lagon. C'est un combat pour leur futur. La jeunesse refuse que l'on détruise son héritage, son avenir!

Il faut se battre pour se faire entendre, ces jeunes avec des moyens dérisoires ont stoppé la marche de l'usine sans abîmer l'outil de travail. Ils ont été aidés par la peur des autorités et des industriels et ont servi de boucs émissaires pour déchaîner les plus vils commentaires de toute la « bonne » bourgeoisie coloniale et affairiste. C'est ainsi que nous avons vu fleurir la débilité des uns et des autres alors qu'ils poursuivent tous le même but : « la remise en route de l'usine » loyalistes avec indépendantistes !

Tellement sûrs de leur fait qu'ils en oublient la réalité. Sans compter les pompiers de service qui arrivent après la bagarre :

- « Restez calmes, discutons, aimons nous les uns

les autres » les Sages, les Philosophes ... Discuter de quoi ?

De qui va faire de l'argent en polluant le Sud ? Cette jeunesse savait qu'à l'époque les chefs du Sud étaient contre l'usine, et qu'ils se sont fait avoir d'une façon ou d'une autre. Aujourd'hui l'industriel lâche la barre. C'est une grande victoire mais il reste beaucoup de travail pour effacer les dégâts. Je veux dire à cette jeunesse que de toute façon si l'usine se remet à fonctionner, elle n'amènera pas une transition écologique avec une production de nickel pour batteries...

Vu les investissements pour redémarrer et résoudre les problèmes de pollution plus une surveillance accrue, à la fin le jeu n'en vaudra pas la chandelle... Même avec le meilleur commercial, type Trafigura, aucune batterie de voiture électrique ne fera la transition énergétique ou climatique.

Les batteries ne sont pas un carburant, c'est un réservoir. Et pour remplir ce réservoir, il faut de l'énergie fossile. Du gaz, du charbon, du pétrole, de l'atome...! La voiture électrique est un leurre économique, une baudruche qui va se dégonfler rapidement. La voiture étant le vecteur principal du capitalisme, découvrir qu'il n'y a pas d'alternative renvoie dans le déni de réalité...

Il n'y a plus de pétrole ? Pas grave on roule à l'électricité...

- « Hey benêt, comment tu recharges les batteries ?
- Avec des panneaux solaires !
- Hey benêt, comment tu les fabriques et les recycles tes panneaux ? »

Alors que l'on soit président, premier ministre, ministre, président de Province, de la bourse des métaux ou économistes, syndicalistes, scientifiques, industriels ou journalistes, aucun de ces médaillés n'y pourra rien changer, le procédé hydro-métallurgique est trop coûteux trop polluant non rentable et ne sert pas la cause climatique. Le nier les classe dans la section "enfants" de l'humanité.

Il est donc paradoxal de voir que c'est la jeunesse qui est responsable et adulte, elle qui est montrée du doigt et subit tant d'attaques de ceux qui devraient la soutenir : les anciens, les sages, les politiques, les journalistes. Ce combat est politique. On lance des cailloux, on brûle pour sauver les montagnes et préserver la terre, les rivières, les forêts et le lagon...

La légitime défense face aux empoisonneurs ! Signé : Un Jeune, d'un certain âge ...